



idées
actuelles
nrf

roger garaudy
pour un modèle
français
du socialisme

Extrait de la publication

**Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays, y compris l'U. R. S. S.**

© Éditions Bernard Grasset, 1968.

Préface

Lorsque, dans un peuple, des hommes, surtout des jeunes, ont conçu des espoirs aussi inhabituels que ceux de mai 1968, il serait criminel de les décevoir.

La première tâche, pour un marxiste, est de les comprendre.

La seconde, pour un militant, est de trouver, dans l'action, le dénominateur commun de tous ceux qui aiment l'avenir. C'est-à-dire de prendre conscience que, pour des pays hautement industrialisés et développés, un modèle nouveau de socialisme est à inventer.

C'est le problème posé en France, par la crise de mai.

C'est le problème posé par le Parti communiste tchécoslovaque depuis janvier 1968.

*C'est le problème que posait la première édition de ce livre, achevé en février 1968 et publié chez Grasset sous le titre *Peut-on être communiste aujourd'hui?* à la fin du mois d'avril.*

Ce livre a donc été mis immédiatement à l'épreuve de la vérification historique.

Ses thèses centrales : le marxisme comme méthodologie de l'initiative historique, la nécessité d'une pluralité des

« modèles » du socialisme, la critique de la société dite « de consommation », la polémique contre les théoriciens de la « mort de l'homme » et contre les conceptions de Marcuse, les réflexions sur le style de travail du Parti communiste, l'effort pour situer sur un plan nouveau les rapports entre christianisme et révolution, — toutes ces thèses, comme l'ont souligné certains critiques dans leurs comptes rendus, permettaient de mieux comprendre la signification des batailles de mai et de juin, en France comme en Tchécoslovaquie.

Les événements ont permis de repenser l'ensemble de ces problèmes à partir de nouvelles expériences historiques.

La crise de mai s'est développée à trois niveaux différents de profondeur :

— au niveau d'une crise politique, engendrée par un régime antidémocratique, tendant à écarter de plus en plus les larges masses de toute participation à la gestion de l'économie, à l'orientation de la politique, à l'élaboration de la culture ;

— au niveau d'une crise sociale, dont la cause profonde était une politique essentiellement conçue en fonction des intérêts des grands monopoles capitalistes et dont les conséquences pèsent lourdement sur la classe ouvrière et sur toutes les couches de travailleurs, manuels ou intellectuels ;

— au niveau d'une crise historique, mettant en cause, en son principe même, la réponse technocratique aux problèmes posés par le développement même de la civilisation qui fait naître l'exigence d'une participation créatrice croissante de chacun à ce développement même.

Cette crise de civilisation est l'aspect le plus important de la crise, celui dont les conséquences lointaines sont les

plus grandes pour l'avenir et pour l'élaboration d'un modèle nouveau du socialisme.

Le fait nouveau, caractéristique, dans la crise de mai-juin 1968 en France, c'est que la grève générale des ouvriers, de type classique, s'est développée dans un contexte évoquant ce que pourrait être, selon l'expression du secrétaire général du Parti communiste espagnol Santiago Carillo, une grève nationale, c'est-à-dire : la grève générale politique des travailleurs, plus la fermeture des universités et des instituts, plus la paralysie administrative par le mouvement des fonctionnaires, plus l'entrée en action de la plupart des couches d'intellectuels, des architectes aux journalistes, des artistes au personnel de l'O. R. T. F. Une « grève nationale » paralysant totalement le pays et permettant une transformation politique fondamentale exigerait encore la mise en mouvement des masses paysannes (alors que l'action paysanne, en juin, a été partielle et surtout décalée dans le temps par rapport aux grèves ouvrières et aux manifestations d'étudiants), des autres classes moyennes, créant ainsi un climat capable d'influencer profondément l'armée (dont certains cadres supérieurs, n'ont pas semblé, en mai, décidés à exercer volontiers une fonction répressive de police) et les forces de répression (où se sont manifestés, en mai, des mécontentements et des flottements).

Un bilan et une analyse scientifique de la crise de mai doivent permettre de préciser ce concept théorique nouveau de « grève nationale » qui, dans un pays hautement développé, peut être l'un des moyens les plus efficaces d'une transformation radicale de la société.

Ces phénomènes nouveaux ont été rendus possibles par la « mutation » de la société française qui a commencé, dans la deuxième moitié du xx^e siècle. La révolution scientifique et technique, notamment celle de la cyberné-

tique, a depuis lors développé ses conséquences à un rythme tel qu'un changement qualitatif s'est produit sur le plan économique et sur le plan technique. Le régime gaulliste, en accélérant la concentration, en réalisant la fusion entre le pouvoir des monopoles et celui de l'État qui multipliait ses interventions en leur faveur, a été l'agent de cette mutation historique. Il a créé ou renforcé les appareils technocratiques orientant l'économie et la politique au profit des grands monopoles. Des contradictions inédites sont apparues.

Pourquoi les contradictions du régime des monopoles capitalistes ont-elles éclaté de façon explosive chez les étudiants et sous une forme inattendue?

La jeunesse de 1968 se trouve dans une situation qui n'a été celle d'aucune génération. Si bien qu'un père ou un aïeul disant à son fils : « A ton âge je n'avais pas les mêmes possibilités que toi », ne peut pas être compris. Ces possibilités, ces horizons, ces besoins nouveaux, font partie de l'expérience quotidienne des jeunes gens, alors que nous ne pouvions les concevoir qu'en rêve ou en espérance. La télévision elle-même n'apporte pas seulement à la jeunesse les visages des vedettes éphémères de la chanson, mais la présence entière du monde, avec ses conflits de classes et de races, ses révolutions, ses conquêtes du cosmos.

Notre jeunesse puise dans son expérience quotidienne, la certitude qu'il n'y a pas de limites infranchissables pour la volonté et l'intelligence humaines. Reprocherons-nous, à cette jeunesse qui recueille si brusquement un tel héritage, de s'abandonner parfois à la grisette d'un idéalisme magique du « tout est possible tout de suite »? Lui reprocherons-nous sa révolte, même si elle commence anarchiquement, lorsqu'elle prend confusément conscience que seules des barrières de classe et un ordre social périmé se dressent entre l'homme et sa toute-puissance?

Le secrétaire général du Parti communiste espagnol, Santiago Carillo, dans un rapport de juin 1968, montre pourquoi « la jeunesse d'aujourd'hui, dans sa grande masse, tend à devenir objectivement une force révolutionnaire ». Analysant le mouvement des étudiants français du mois de mai, il ajoute : « Les forces de la culture se transforment en une force motrice de la révolution par suite du changement des structures de la société moderne. C'est un phénomène nouveau, caractéristique de notre temps... et lorsque des marxistes, des communistes, ont des difficultés à comprendre ce phénomène nouveau, ils facilitent la besogne de l'anarchisme et des idéologues du néo-capitalisme. »

L'on comprend, dès lors, pourquoi les contradictions du régime des monopoles capitalistes ont éclaté de façon explosive d'abord chez les étudiants.

Le fait de base c'est que le système n'a pas pu apporter une réponse au problème fondamental de notre temps.

La nouvelle révolution industrielle s'est développée avec puissance à partir de 1954-1955. La généralisation des techniques de pointe a donné une forme nouvelle à la thèse de Marx sur la science comme force productive directe. Il en découle une conséquence fondamentale : la formation de ce que Marx appelait « le travailleur collectif », c'est-à-dire l'ensemble à la fois manuel et intellectuel de l'élément humain de la force productive, exige une mutation profonde de la conception même de l'enseignement et notamment de l'Université.

La préparation de l'avenir à long terme faisait donc une nécessité économique, sociale, politique de cette métamorphose de l'université pour qu'elle réponde aux besoins nouveaux.

Il ne s'agit pas seulement de former davantage de techniciens, d'ingénieurs, et de chercheurs ; il est devenu néces-

saire de poser les problèmes non seulement de l'organisation générale de la production, mais les problèmes de ses fins, de son sens et de sa valeur. Sinon, dans un régime comme le capitalisme, dont « la loi immanente et coercitive » disait Marx, est de « produire pour produire » et dont l'acte essentiel est de vendre, l'on aboutit à des crises exigeant des destructions propres aux guerres et à une prolifération anarchique de faux besoins humains. Dans une telle société l'acheteur est conditionné de telle manière qu'il achète les produits les plus rentables à ceux qui les fabriquent. La société américaine, comme nous le montrons dans ce livre, fournit l'exemple le plus typique de cette double impasse.

Or, la politique gaulliste, au lieu de répondre à cette exigence fondamentale et urgente de l'histoire au début du dernier tiers du xx^e siècle, s'est efforcée, à l'Université comme en tous domaines, d'adapter les institutions aux exigences à court terme des monopoles (réforme Fouchet).

La contradiction entre cette exigence historique profonde et cette solution empirique commandés par les seuls intérêts immédiats des monopoles a été sensible dès la première année de l'application de la réforme. Par exemple, les étudiants en sociologie et en psychologie vivaient très concrètement cette contradiction : ou bien pas de débouchés après leurs études, ou bien intégration à un système dont ils deviendraient les rouages comme police intellectuelle de l'entreprise.

Ce n'est donc pas un hasard de l'histoire si l'explosion s'est produite dans ce secteur.

Le problème était plus général et la grande majorité des étudiants est entrée dans le mouvement avec une conscience plus ou moins claire des impasses du système.

Ces raisons de fond permettent de comprendre les manifestations de surface.

Alors que la crise avait ses raisons profondes dans le principe même du système, dans les contradictions économiques de la base du régime, dans les rapports de classe qui le fondent, ces contradictions étaient vécues d'abord par les étudiants au niveau des superstructures et ils parlaient volontiers « d'aliénations » non pas au sens de classe que Marx lui a donné mais au seul niveau de la conscience de l'aliénation.

Ce qui apparaissait était donc un reflet inversé de la réalité. Une contradiction de classe était vécue d'abord comme une aliénation spirituelle. Le phénomène du reflet inversé ne peut pas surprendre un marxiste (voir, par exemple, la théorie des crises dans *Le Capital*).

Les étudiants arrivaient à la conscience des contradictions du système par une autre voie qu'un ouvrier d'usine directement victime de l'exploitation de classe du patronat.

Dans une telle confusion il était difficile de lire le sens profond du mouvement au-delà de la surface chaotique, de distinguer entre le mouvement profond dirigé contre le régime et les agitateurs gauchistes complices du pouvoir.

Il appartenait au parti de la classe ouvrière, au parti marxiste, d'être, selon l'expression de Lénine, l'interprète conscient d'un mouvement inconscient et de faciliter le passage à une véritable conscience révolutionnaire chez les étudiants en s'attachant fortement à dégager le lien interne et profond entre les aspirations des étudiants (même si elles prennent des formes encore utopiques ou anarchiques, qui donnent facilement prise à la diversion et à la provocation) et les objectifs de la classe ouvrière.

En ne perdant pas de vue le fait nouveau, à l'étape actuelle, du développement des forces productives, qu'il existe un fondement de classe objectif aux luttes des étu-

dians et que cette lutte a des implications objectivement révolutionnaires.

Ce fondement objectif explique que si, au temps de Marx et d'Engels (l'un fils de petit-bourgeois et l'autre de grand bourgeois), le passage aux positions de la classe ouvrière, pour des intellectuels, demeurait un phénomène individuel — car il n'avait qu'une base subjective : « l'intelligence du mouvement historique », comme écrit Marx dans le Manifeste, — ce passage devient aujourd'hui un phénomène de masse, car il repose sur la base objective des rapports de classe liant le « travailleur collectif » (dont un nombre croissant d'intellectuels font partie intégrante) au système capitaliste.

Évidemment, les étudiants, en raison de leur situation même, qui est celle de futurs producteurs, ont tendance à mettre l'accent, de façon unilatérale, sur l'avenir, sur les perspectives et sur l'aspect idéologique ou même moral du problème, avec tous les risques d'utopisme et d'anarchisme que cela implique, avec toutes les possibilités d'exploitation démagogique et même policière.

Mais rien de tout cela ne doit estomper pour nous l'essentiel ni nous empêcher d'établir un rapport juste entre la lutte de classe des ouvriers et le mouvement des étudiants.

S'en tenir à l'analyse mécaniste du sociologisme vulgaire sur les seules origines sociales conduirait à une sorte de paternalisme considérant le mouvement étudiant dans son ensemble comme éternellement mineur, allié nécessairement instable comme le sont les couches petites-bourgeoises dont proviennent, en général, les étudiants.

Si, au contraire, nous abordons plus largement le problème, en situant le rôle de l'intellectuel comme partie intégrante du « travailleur collectif » à une époque où la science devient une « force productive directe », et la situation de l'étudiant à travers cette fonction future, nous

pourrons articuler correctement la lutte des ouvriers et celle des étudiants.

Le mouvement des étudiants a été l'expression explosive d'une contradiction plus profonde.

Déjà les grèves ouvrières de mai n'étaient pas le résultat d'une simple accumulation de revendications salariales. Les revendications économiques débouchaient sur une revendication politique : mettre fin à un régime de pouvoir personnel qui est celui du grand capital. L'exigence du respect des libertés syndicales, la reconnaissance du droit du libre fonctionnement des sections syndicales d'entreprise et de l'extension des pouvoirs des Comités d'entreprise, posaient un problème fondamental : celui du contrôle ouvrier.

Ainsi s'opérait la jonction entre les revendications ouvrières et les aspirations des étudiants.

Ainsi s'effectuait la prise de conscience d'une contradiction profonde entre le progrès scientifique et technique, qui exige d'un nombre croissant de travailleurs, manuels et intellectuels, le maximum d'initiative au niveau de leur activité professionnelle, et la logique néo-capitaliste de l'organisation de la société qui les exclut de toute « participation » réelle à la gestion de l'entreprise comme à celle de l'État.

L'expérience quotidienne du technicien ou de l'ingénieur lui fait vivre la contradiction d'une double rationalité, la rationalité qu'il a conscience de représenter et qui permettrait de construire un système capable de porter à son maximum d'intensité l'essor de la science et de la technique, et la rationalité du système néo-capitaliste subordonnée à une autre fin : celle du profit.

Or les ingénieurs et techniciens, comme les ouvriers, ne contrôlent pas la politique de l'entreprise, les conditions de son développement, ni surtout sa finalité.

La protestation contre cette logique du capitalisme soumise à la loi du profit, la prise de conscience des contradictions de cette double rationalité, font partie intégrante de la lutte de classe de la classe ouvrière, et lorsque ces intellectuels ou les étudiants mettent l'accent sur cet aspect des contradictions du capitalisme qui limitent les initiatives des travailleurs, ils contribuent au développement et à l'enrichissement de la conscience révolutionnaire.

A l'époque actuelle du développement de notre société, le mouvement ouvrier ne peut triompher et transformer la société que s'il sait identifier ces contradictions nouvelles du capitalisme et intégrer à son combat ces couches intellectuelles qui y sont, par leur fonction même, les plus immédiatement sensibles, notamment les ingénieurs, cadres et techniciens dont l'exigence de rationalité et d'efficacité vient buter contre les rapports capitalistes de production.

Il en est de même pour ceux des intellectuels qui sont spécialisés non plus dans les sciences de la nature et les techniques de la production industrielle, mais dans les sciences humaines ; le sociologue, l'économiste, le psychologue, ont conscience que la rationalité capitaliste conduit à faire de leur science une « technique d'intégration à un certain ordre social » : trier les enfants dits « inadaptés » pour gérer la pénurie de l'Éducation nationale, répartir les travailleurs en fonction d'un marché du travail soumis à la loi du profit, adapter l'homme à son travail et non le travail à l'homme, ou tenter de réadapter un malade à une société qui en a fait un malade.

Ce n'est donc point par un hasard de l'histoire que la révolte des étudiants est née précisément dans les facultés de Lettres et, plus particulièrement, dans les Instituts de sociologie et de psychologie, où ces contradictions, et l'impasse où elles conduisaient, étaient plus directement sensibles.

Là a commencé à s'esquisser avec force ce qui a été le dénominateur commun de tous les mouvements d'étudiants au mois de mai : le refus d'être intégrés à un système dont on ne leur permet pas de discuter la valeur, le sens, ni les fins.

Reconnaître l'importance nouvelle du rôle des intellectuels, le changement qualitatif qui s'est opéré, de ce point de vue, dans la deuxième moitié du xx^e siècle, ce n'est nullement contester, ni même estomper le rôle moteur et dirigeant de la classe ouvrière dans le mouvement révolutionnaire, c'est au contraire refuser d'enfermer la classe ouvrière dans ses fonctions anciennes, et déjouer la manœuvre des idéologues du néo-capitalisme prétendant considérer les couches nouvelles de la classe ouvrière ou les « nouveaux intellectuels » comme des fractions des « classes moyennes » auxquelles elles s'apparenteraient par leur niveau et leur mode de vie. Or, à la différence des « classes moyennes » dont l'importance numérique et le rôle social diminue au fur et à mesure que le capitalisme se développe, ce que l'on appelle à tort « la nouvelle classe ouvrière » comme « les nouveaux intellectuels » sont en croissance constante et leur expansion constitue même l'un des critères du développement d'une société. Avec la destruction du capitalisme et la construction du socialisme ces couches, loin d'entrer en régression, augmentent au contraire plus vite encore en nombre et en importance.

Marx n'a d'ailleurs jamais défini une classe sociale par son niveau ou son mode de vie : ce n'est pas la propriété d'une auto, d'un appareil de télévision ou d'un réfrigérateur qui fait cesser un ouvrier d'être un ouvrier.

Or, à notre époque — où, en raison du développement des techniques, la science est devenue une force productive directe — non seulement la classe ouvrière ne perd de son

importance ni du point de vue numérique ni du point de vue historique, mais, au contraire, elle grandit en nombre et en poids.

D'abord, parce qu'une quantité croissante de techniciens, d'ingénieurs, de chercheurs devient partie intégrante du « travailleur collectif ».

Ensuite parce que la mécanisation des travaux administratifs et des fonctions de gestion efface de plus en plus les frontières entre l'employé devenu opérateur de machines calculatrices, par exemple, et l'ouvrier travaillant dans les conditions de l'automation.

Enfin parce que l'extension du machinisme agricole fait d'un grand nombre de travailleurs de la campagne (conducteurs de tracteurs, par exemple) des ouvriers très proches de l'ouvrier d'usine.

Le professeur Marcuse pose un troisième problème : cette classe ouvrière ne peut plus exercer, dans les pays industrialisés, une « fonction de négativité », un rôle révolutionnaire dans la société.

Cette thèse repose sur un postulat : que cette classe ouvrière, au sens très large qu'elle a aujourd'hui, ne puisse plus avoir conscience des contradictions qui l'opposent au système capitaliste parce que ces contradictions seraient en train de disparaître.

Or, à l'étape actuelle du développement des forces productives, non seulement les contradictions découvertes par Marx entre les forces productives et les rapports de production n'ont pas été surmontées par le capitalisme mais de nouvelles contradictions, qui n'existaient pas au temps de Marx, sont apparues qui confirment et aggravent les précédentes.

Elles contribuent à rendre de plus en plus sensible et insupportable l'irrationalité d'un système qui exige du travailleur le maximum d'initiative dans ses tâches

techniques et une obéissance inconditionnelle au propriétaire privé ou collectif des moyens de production.

Cette exigence de participer activement à la détermination des fins et du sens de la production est ainsi le dénominateur commun des aspirations des étudiants et des intellectuels, et des objectifs conscients de la classe ouvrière.

Le problème de leurs rapports ne peut donc être posé en termes de rivalité ou de subordination (encore moins d'antagonisme).

Le mouvement ouvrier et le mouvement des étudiants et des intellectuels sont des moments d'une même totalité.

Le Parti communiste, parti de la classe ouvrière, doit donc être l'élément moteur décisif, capable de réaliser en acte cette totalisation des forces révolutionnaires de notre époque.

Cette tâche historique inédite exige un effort sans précédent, à l'échelle de la situation historique, pour saisir des contradictions d'un type nouveau, découvrir de nouvelles formulations, créer de nouvelles structures, élaborer des formes nouvelles d'organisation politique, de conduite des luttes, et d'exercice de l'hégémonie de la classe ouvrière.

Il appartient aux communistes de ne pas laisser échapper la chance historique qui est aujourd'hui celle de l'avenir du socialisme en France. Leur Parti constitue, et de loin, la force la plus grande et la plus sérieuse pour la construction de cet avenir, à la fois par la confiance légitime que lui porte la classe ouvrière dans sa masse, et par sa fidélité fondamentale aux principes du marxisme-léninisme. Ce Parti peut prendre les initiatives décisives pour élever

au niveau des exigences d'une situation historique nouvelle son style de travail, sa théorie et sa pratique de l'unité, sa conception d'un modèle du socialisme correspondant aux conditions spécifiques de la France et du dernier tiers du xx^e siècle.

En ce qui concerne le style du travail du Parti, il ne s'agit nullement d'une mise en cause des statuts ou des principes d'organisation, mais d'une application vivante et créatrice de ces statuts et de ces principes.

Le premier droit reconnu à tout militant par les statuts (art. 6) et son premier devoir, c'est de participer « à l'élaboration » de la politique du Parti.

Cela implique que les nécessaires exigences de la discipline dans l'application des décisions de la majorité, ne doivent en aucun cas faire passer au second plan ce que Marx et Lénine ont toujours considéré comme la première vertu d'un militant révolutionnaire : l'initiative historique.

Le critère fondamental de la promotion des cadres ne peut donc être que cette capacité d'initiative, l'aptitude à saisir le nouveau et à s'orienter dans l'action en fonction de ce qui est en train de naître et de se développer.

C'est ainsi que le Parti peut donner, par sa vie intérieure, l'exemple d'une démocratie réelle. Car, pour les marxistes, à la différence de la démocratie formelle d'essence bourgeoise, la liberté n'est pas le simple droit de dire non, la tolérance de l'opposition, la liberté c'est d'abord le devoir et la possibilité de la création, de l'initiative historique à tous les niveaux : de l'économie, de la politique, de la culture.

Cela suppose qu'à l'intérieur du Parti existent les conditions d'une libre circulation des idées, c'est-à-dire qu'une opinion qui n'est pas encore intégrée à la ligne

générale du parti, une opinion minoritaire, dans la mesure où elle n'est pas en contradiction avec le programme, et les statuts, puisse non seulement être défendue mais discutée à tous les échelons du Parti. Ceci afin de rendre possibles des changements intérieurs autrement que par voie catastrophique, et de garantir une adaptation permanente à des situations historiques toujours nouvelles, une stimulation constante de la réflexion politique créatrice de la base au sommet. Une telle conception n'a rien de commun avec l'existence de fractions car elle respecte le principe essentiel du centralisme démocratique : la minorité se soumet à la décision prise à la majorité et l'applique. Le Parti communiste tchécoslovaque a reconnu cette exigence lorsqu'il a inclus dans son projet de statuts d'août 1968 : la minorité a le droit « de formuler son point de vue et d'en obtenir l'inscription dans le procès-verbal, de garder sa façon de voir, et de demander, sur la base d'un nouveau fait, apporté à la suite de la mise en application des décisions prises, que son point de vue soit discuté de nouveau ». Ainsi s'établit le rapport dialectique entre la base et le sommet, le nécessaire échange vivant, qui équilibre, dans le centralisme démocratique, le centralisme et la démocratie.

Le développement de cette liberté concrète, de cette démocratie sans mensonge, dans la vie même du Parti, stimulant la discussion politique constructive dans chaque cellule, est la seule méthode susceptible de renforcer une discipline consciente.

La notion du rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son Parti communiste prend alors tout son sens. Elle ne peut plus être confondue avec la notion d'un rôle dominant, car le rôle dirigeant n'est pas un titre que l'on peut se décerner à soi-même, il est à conquérir dans une émulation de chaque jour. Les communistes peuvent apporter les

contributions les plus constructives en chaque domaine : concevoir et élaborer, en chaque moment du développement historique des contradictions du capitalisme, une tactique et une stratégie politiques adaptées, un plan économique inspiré par une autre rationalité que celle du néo-capitalisme, une doctrine militaire, un « plan-calcul », comme un plan d'urgence de l'Université.

Le Parti communiste peut répondre à cette haute exigence d'abord parce qu'il ne pose pas la question de son rôle dirigeant dans les termes d'une défensive peureuse.

Ce rôle dirigeant se fonde sur deux réalités historiques profondes.

D'abord le Parti communiste est la classe ouvrière, parvenue, par le marxisme, à la conscience d'elle-même et de sa mission historique. A notre époque le concept de classe ouvrière s'étend à de nouvelles forces vives de la nation, notamment à ces couches d'intellectuels organiquement engendrées et développées par la croissance même des sciences, des techniques et de l'économie, et qui constituent un élément de plus en plus important du « travailleur collectif ». La classe ouvrière se trouve ainsi à la tête de ce que Gramsci appelait « un nouveau bloc historique », et à l'intérieur de son Parti, ces couches nouvelles doivent se sentir « chez elles » et y jouer leur rôle spécifique, comme elles jouent un rôle spécifique dans « le travailleur collectif » qui est le moteur du développement dans nos sociétés.

Le deuxième fondement de principe du rôle dirigeant du Parti communiste c'est, non seulement d'être l'expression et l'organisation conscientes de la classe ouvrière, élément moteur du développement historique à notre époque, mais aussi de se fonder sur une théorie scientifique de ce développement historique lui-même : le marxisme-léninisme.



littérature



philosophie



sciences



sciences humaines



idées actuelles

roger garaudy : pour un modèle français du socialisme

Ni la Russie, ni la Chine, ni la Tchécoslovaquie ne sont l'avenir de la France.

Un modèle nouveau du socialisme est à inventer.

L'espérance exaltante de la classe ouvrière et des étudiants français en mai, les leçons de l'expérience tuée à Prague par l'intervention soviétique, tels sont les points de départ de la réflexion de Roger Garaudy sur "un modèle nouveau du socialisme".

Sa méthode est celle d'un marxisme débarrassé de tout stalinisme, de tout dogmatisme : un marxisme de l'âge des ordinateurs et de l'automation.

Un marxisme humaniste, instrument d'une critique profonde de la "société de consommation" américaine et de ses aliénations, un marxisme ouvert à l'interrogation chrétienne et à celle du tiers monde.